

11 octobre 1984 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, à la mairie de Bergerac, jeudi 11 octobre 1984.

Monsieur le sénateur-maire,

- mesdames et messieurs,

- Je désirais cet arrêt à Bergerac. Assurément, il m'est impossible, au-cours de trois journées dans cinq départements d'aller partout où je voudrais, partout même où ce serait nécessaire, pour m'informer, rencontrer, mieux comprendre et si possible contribuer à résoudre les problèmes différents sans doute, qui se posent.

- Je tenais à Bergerac, tout d'abord parce que je connais déjà cette ville, j'y compte des amis personnels, j'y ai été reçu dans d'autres périodes pour moi qui représentent un long combat, et je suis très heureux d'être votre hôte particulièrement, monsieur le sénateur-maire `Michel Manet`, dont je connais les efforts et le travail. La population dont vous êtes ici les représentants mesdames et messieurs, cette population que je retrouve selon les paroles-mêmes de monsieur le sénateur-maire, volontaire, finalement assurée de dominer les difficultés, sans doute aidée par les qualités, les virtualités de cette terre, de ce sol, par la diversité de vos productions, par la qualité du climat, vous l'avez dit. Mais enfin, cela pourrait amolir. Au contraire, on sent dans tous les domaines une capacité de dominer la crise que je voudrais voir souvent plus répandue.\ Le département de la Dordogne souffre comme la plupart comme tous les départements de France, du chômage. Et s'il a la chance d'être un peu moins frappé en statistiques que les autres départements d'Aquitaine et donc de l'ensemble de la France, nous n'allons pas discuter sur quelques virgules qui ne changent rien à l'angoissant problème que cela pose à tant de femmes et d'hommes, à tant de jeunes, à tant de familles. On pourrait dire qu'après tout, bien que les difficultés ne manquent pas, qu'il s'agit là du problème numéro un, celui qui détruit les structures de la société occidentale : le roc est emporté par le même mouvement. La France n'est pas, loin de là, le pays qui se trouve aujourd'hui le plus atteint par le chômage. Mais il est vrai qu'il n'est pas de pire mal.

- Imaginez une jeune fille, un jeune homme au sortir des écoles, muni des diplômes professionnels et qui ne voit aucune porte s'ouvrir, qui sent comme une sorte de refus de la société de l'accueillir, qui souffre de son inutilité et, naturellement qui se rebelle. Qui pourra le lui reprocher ? Ce qui de cercle en cercle accroît la désagrégation, l'incertitude morale d'une collectivité. C'est donc le mal majeur. Encore pour le traiter faut-il avoir réfléchi à ses causes et ne pas se contenter de remèdes d'occasion qui créeraient l'illusion et aggraveraient le mal. Il n'est pas d'autre réponse que la reprise de l'activité économique. Bien entendu, il est nécessaire de répondre au chômage par un formidable effort national de solidarité, pour compenser, corriger, guérir, entourer ceux qui souffrent du chômage et leur procurer des activités, mais rien ne remplacera l'emploi. L'emploi qui fait les hommes responsables mais qui assume une large part de leur vie.\

L'activité économique : tout doit être fait pour qu'elle reparte sur des bases saines. A quoi servirait-il de diriger le pays vers des entreprises qui seraient incapables de supporter la concurrence internationale, alors que nous avons nos frontières ouvertes, qu'il faut les garder ouvertes au monde extérieur ? A quoi cela servirait-il ? Sinon à gagner un peu de temps, pour plaire et recevoir quelques applaudissements avec la mauvaise conscience de ne pas avoir servi son pays et les travailleurs de ce pays comme il convient.

- A ceux qui s'inquiètent, à ceux qui protestent, je dis : "Le gouvernement et moi, Président de la

République, je travaille pour vous, c'est mon unique pensée, je travaille pour vous parce qu'il faut reconstituer les forces productives de la France. Mais les reconstituer suppose que nous soyons capables de passer d'un moment de la civilisation de la société industrielle à un autre. Et cela va si vite, transformations scientifiques et technologiques, que nous devons adapter les femmes et les hommes au travail qu'ils feront, aux métiers qu'ils exerceront, alors que tant de produits qui seront usuels dans 5 ans n'existent pas encore. Comment faire si d'abord on ne forme pas, ce que d'autres que moi ont appelé : "La ressource humaine" `Samuel Pïsar` ?

- L'activité économique suppose des entreprises ayant les reins solides, capables de produire des marchandises, des objets, supportant la concurrence, meilleurs s'il le faut - ils le sont souvent - et à des prix raisonnables. D'où la lutte menée par le gouvernement contre l'inflation recueillie en 1981 à 14 % de hausse par an, qui sera ramenée cette année de plus de moitié en trois exercices ou deux et demi, alors que l'on en était installé aux alentours de 10 % avec des pointes à 14 % depuis 1974. Inutile de s'attarder aux polémiques souvent injustes, en tout cas ceux qui ont vécu dans cette inflation sans jamais la guérir ou prendre les moyens de la guérir ont perdu quelque autorité pour donner des leçons. Voilà qu'il nous faut exiger beaucoup de tous, et d'abord de nous-mêmes.\

L'activité économique est nécessaire pour une production capable de supporter et de dominer la concurrence internationale. Elle exige, je l'ai dit, la formation, l'adaptation des femmes, des hommes, leur mobilité ainsi que toute une série de moyens législatifs pour permettre en effet à tous les travailleurs de se sentir entourés d'une volonté solidaire. C'est ce que nous faisons aussi. Bien entendu, nul ne sera abandonné à son sort et surtout pas ceux touchés par ce problème connu depuis 15 ans, 20 ans mais découvert aujourd'hui, celui de la nouvelle pauvreté, comme on dit, qui n'est pas si nouvelle et qui veut, en-particulier, parmi d'autres causes, mais celle-ci est fort importante, qu'au terme des allocations de chômage, des hommes, des femmes de 45, 50, 55 ans se trouvent réduits à rechercher sans espoir un moyen décent de vivre. Réponse est, et sera plus encore apportée à chacune de ces questions et cette réponse dépend de notre intelligence du monde moderne, de notre volonté d'être parmi les meilleurs et de notre refus de nous laisser aller aux sollicitations du moment. Rien n'est plus difficile que de ne pouvoir apporter à ceux qui le méritent la récompense de leurs efforts ou la réponse à leur angoisse. Mais rien n'est plus nécessaire que de se mettre quand on le peut et le Président de la République et le gouvernement et les élus le peuvent sur un chantier qui suppose au point de départ des actes de courage et parce qu'il faut choisir, il faut choisir ce qui est moderne, non pas contre ce qui est dépassé et ne pas faire semblant d'entretenir à contretemps un travail perdu d'avance et sans recours tandis que dès maintenant commencent à se dessiner dans de nombreux secteurs une capacité de production et de travail victorieux dans des domaines multiples que je ne peux tous citer, de l'aéronautique, des moyens de transport, des télécommunications, du nucléaire, dans des domaines qui déjà apparaissent comme renouvelés, certains grands secteurs du textile.

- Certains de ces grands secteurs paraissent, il faut le reconnaître, hier à la veille de la faillite : Rhône-Poulenc qui devient bénéficiaire dès 1984, l'ensemble des sociétés nationalisées, en dehors de la sidérurgie pour laquelle il faudra plus de temps, qui seront équilibrées en 1985 et combien, ce sont des milliers de cas d'entreprises privées dont l'intelligence et la capacité montrent qu'elles sont en mesure de l'emporter sur la crise. Ils arrivent de Saint-Martial, où j'ai vu une entreprise de menuiserie parmi les premières de France alors qu'il n'y avait que quelques dizaines d'employés, d'ouvriers il n'y a pas si longtemps peut-être quinze ans et dont la diversité de production, de qualité naturellement, fait que j'ai trouvé là des responsables à tous les échelons, des travailleurs heureux de vivre et de travailler, de rester au pays. Pourquoi ce qui s'est fait là ne se ferait-il pas ailleurs ? D'autant plus que j'ai appris avec plaisir - mais ça c'est une incidente - que l'on commençait à abandonner la production sur la base de produits exotiques venus de l'Extrême-Orient pour exploiter le pin des Landes capable de donner des résultats aussi sensibles pour peu que les traitements adéquats fussent faits. Et voilà qu'une autre région doit pouvoir vivre de ce travail périgourdin.\

Je ne peux pas m'adresser à vous trop longuement, trop longtemps parce que le temps s'est resserré : les conditions climatiques ne nous permettent pas beaucoup la circulation aérienne et

ressentir les conditions climatiques ne nous permettent pas beaucoup la circulation aérienne et, sur la route, bien entendu, je suis obligé de bousculer l'ordre du jour. Vous me le pardonnerez, j'aurais voulu rester parmi vous plus longtemps. J'ai pu apprécier, dans un passé récent, avant 1981, la diversité de vos productions. Je n'avais pas attendu le moment de venir à Monbazillac pour savoir de quoi il s'agissait : sur la table de mes parents, là, juste à la frontière de la Charente et de la Dordogne, le Monbazillac, pour les jours de fête, régnait. Je visitais tout ce qui touche aux entreprises du tabac, j'ai vu votre évolution, d'un tabac à l'autre, ça se sont les obligations de l'économie qui ne correspondent pas forcément aux goûts que nous pourrions avoir ou que j'ai eus, du bon tabac. Avant de venir ici, j'ai récapitulé sur les notes qui m'étaient fournies, l'ensemble des entreprises qui dans beaucoup de domaines s'affirment, de commerce, d'artisanat, les agriculteurs qui s'adaptent, l'industrie agro-alimentaire qu'il ne faut jamais oublier parmi les grands secteurs de production et d'exportation de la France. Bon, il y a tant de raisons de vouloir, pour que la France gagne, il y a tant de domaines dans lesquels la France gagne déjà, qu'il faut rejeter un peu loin de nous tous ceux qui se contentent de geindre.

- Je comprends que ceux qui souffrent l'expriment et aucun des responsables de la France ne peut y rester insensible. Il faut y répondre par des solutions positives mais comme vous le disiez à l'instant baisser les bras n'est pas votre genre. Croyez-moi, mesdames et messieurs, ce n'est pas le mien non plus. On pourra dire ce que l'on voudra, critiquer autant qu'on le voudra, montrer du doigt peu m'importe ! Je continuerai ma route et nous avancerons pour que plus encore demain qu'aujourd'hui le destin de la France soit assuré. Vive Bergerac,

- Vive la République,

- Vive la France.\